

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Remplacement chaudière centre réadaptation

Catégorie opération 2

32 Rue de l'Ancien Sanatorium
67130 SCHIRMECK

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	14/11/2025	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.8 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	15
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	18
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	18
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	19

3.5.1 Présence d'amiante	19
3.5.2 Présence de plomb	20
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	20
3.5.4 Travaux divers	20
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	21
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	22
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	22
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	23
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	25
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	25
5.2 CANTONNEMENTS.....	25
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	26
5.3.1 Mise en place bungalows	26
5.3.2 Cantonnement à étages.	26
5.3.3 Installation électrique.....	26
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	28
6.1 ORGANISATION.....	28
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	29
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	29
6.2.2 Interdiction de fumer	29
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	30
7.1 PPSPS	30
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	30
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	30
8 Annexes	31
Panneau : En cas d'accident.....	31

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

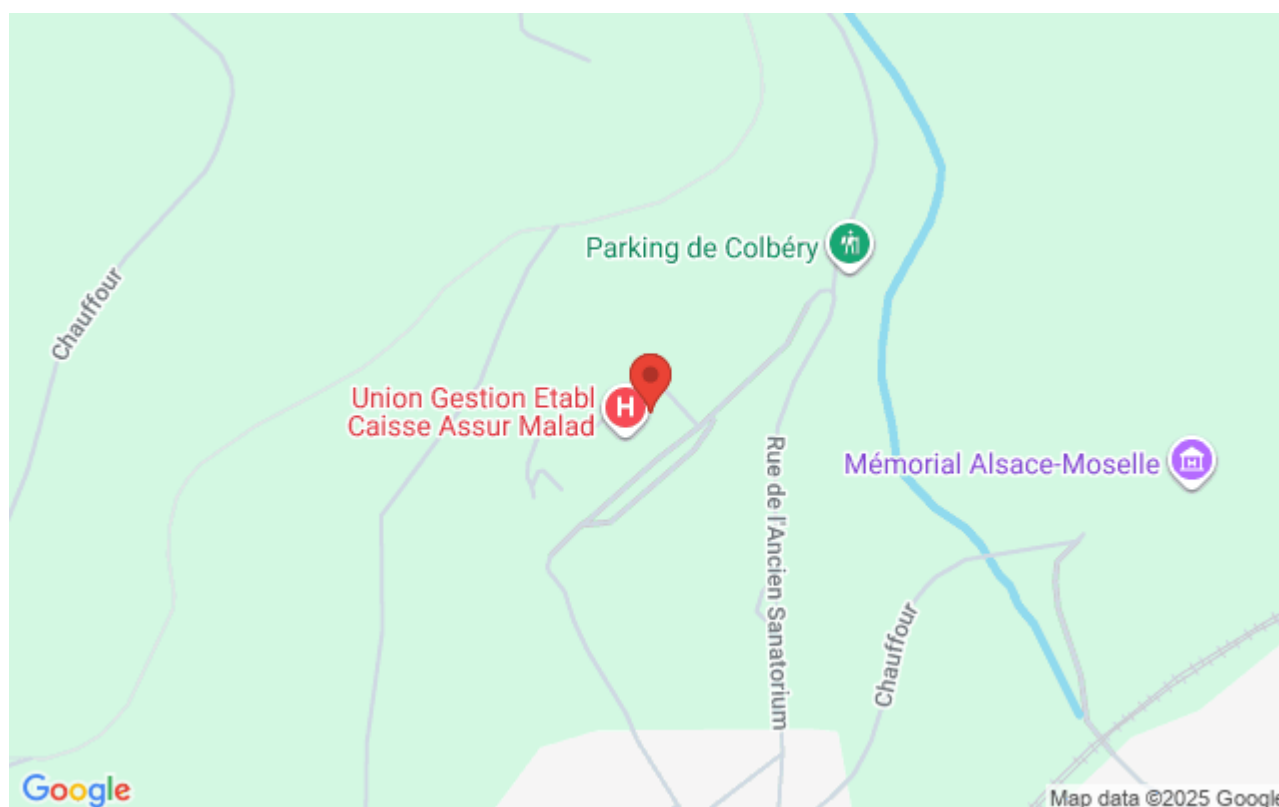
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Remplacement chaudière centre réadaptation

Remplacement chaudière centre réadaptation

32 Rue de l'Ancien Sanatorium
67130 SCHIRMECK



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Présentation du projet :

Le chantier se situe 32 rue de l'ancien sanatorium, 67130 Schirmeck. Actuellement, la chaufferie de l'établissement est constituée de 2 chaudières fioul et une chaudière électrique. Le projet consiste à la rénovation du local chaufferie et du local préparation eau chaude. La période des travaux est de 4 mois (juin 2026 à septembre 2026). Ci-dessous les attendus :

- remplacement des chaudières existantes par 2 chaudières gaz
- remplacement des ballons de stockage ECS
- remplacement de toutes les canalisations hydrauliques (chauffage et ECS)
- remplacement de l'électricité et régulation du local
- rénovation des parois intérieures (peintures sols et murs)
- remplacement des portes coupe-feu

-désamiantage des éléments concernés par le DAAT + intérieurs chaudières

Point d'attention : les 2 chaudières fioul sont de marque De Dietrich. Le constructeur a confirmé la présence d'amiante dans les chaudières. Cette information n'est pas mentionnée dans le DAAT. Une maîtrise d'œuvre désamiantage a été sélectionnée pour gérer le lot désamiantage.

Nature de la couverture / toiture

sans objet

Nature des façades

sans objet

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	UNION GESTION ETS CAISSE ASSUR MALA AVENUE ACHILLE BAUMANN 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	
Maître d'Oeuvre	EDEIS 16 rue de l'Industrie 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	TEL : 03 88 40 88 00
Maître d'Oeuvre	HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT 91 c Route des Romains Parc d'activités Gruber 67200 STRASBOURG	TEL : 03 88 10 07 68
CSPS	QUALICONSULT SÉCURITÉ 19, rue des Cigognes 67960 ENTZHEIM	TEL : 03 88 78 45 81
Inspection du travail	DDETS 14, rue du Maréchal Juin Cité administrative GAUJOT - DDETS du Bas-Rhin CS 50016 67084 STRASBOURG	TEL : 03.88.75.86.86. FAX : 03.88.75.86.94.
OPPBTP	OPPBTP Espace Européen de l'Entreprise 21, avenue de l'Europe 67300 SCHILTIGHEIM	TEL : 03.88.31.36.00 FAX : 03.88.31.51.88
CARSAT	CARSAT Alsace - Moselle 14, rue Adolphe Seyboth 67010 STRASBOURG	TEL : 03 88 14 33 00
Pompier	POMPIER Faubourg St Sébastien 67130 SCHIRMECK	
Police ou Gendarmerie	GENDARMERIE NATIONALE 6 rue de la Forêt 67130 SCHIRMECK	
Hôpital le plus proche	HOPITAL 1, place de l'Hôpital	TEL : 03 88 11 67 68

	67000 STRASBOURG	
--	------------------	--

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - DESAMIANPAGE
- N°02 - CHAUFFAGE - REGULATION - ELECTRICITE
- N°03 - SERRURERIE
- N°04 - PLATRERIE - PEINTURE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 4 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 840.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n’effectuera l’inspection commune avec l’entreprise qu’après avoir été averti de l’obtention de l’agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu’exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d’ouvrage, l’exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

sans objet. Travaux dans un bâtiment existant.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

sans objet. Travaux dans un bâtiment existant. Consignation des réseaux avant toutes interventions

2.4 AMIANTE

Repérage : **DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX rapport établi le 11/12/2020 par BE ENERG'AIRE**

Conclusions: Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Ce document sera transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.

- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tous les lots

2.5 PLOMB

Repérage : **DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX**

Ce diagnostic doit être réalisé quelle que soit l'année de construction des ouvrages.

Ce (ces) document (s), en cours d'élaboration, sera (seront) transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : < 0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Tous les lots

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les clôtures comporteront les panneaux réglementaires « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » - « Port des équipements individuels » - « Accès aux seules personnes autorisées », « Interdit de fumer à l'intérieur du bâtiment » après hors d'eau et hors d'air.

Les clôtures seront liaisonnées.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	PIC de l'opération(Plan d'Installation deChantier)	A l'entrée du chantier/ dans la salle deréunion	Maîtrise d'œuvre	Maîtrise d'œuvre
Clôture	Clôture grillagée de type "HERAS" de 2 m de haut, sur plots bétons ou panneau bois	A l'intérieur du bâtiment afin de séparé la zone chantier de la zone en activité.	Lot Désamiantage	Lot Désamiantage
Homme trafic	Responsable du lotréceptionnant levéhicule à l'entrée duchantier etconformément auDHOL (en annexe duPGC)	A l'entrée du site	Chaque lotréceptionnant unelivraison	Chaque lotréceptionnant unelivraison

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, sur demande du Maître d'œuvre / CSPS, pourra décider de faire procéder à la remise en état des installations par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

L'accès au chantier se fera depuis le 32 rue de l'ancien sanatorium à Schirmeck

Chaque personne sur site devra justifier de son appartenance à une entreprise intervenant sur le chantier :Attestation de l'employeur,Carte BTP d'identification professionnelle (chaque salarié devra pouvoir présenter sa carte d'identification professionnel en cas de contrôle sur le chantier).

Chaque entreprise sur site devra fournir à son personnel (intérimaire , travailleurs détachés compris) un badge professionnel (brassard, logo sur le casque,...) avec les noms du personnel et de l'entreprise ainsi que l'emploi du personnel.

Chaque responsable d'équipe sur site tiendra à jour un cahier ou classeur avec les noms et fonctions des personnels sur site. (Registre du personnel : personnels entreprises, intérimaires ou sous traitants).

Les clôtures et accès devront comporter les panneaux réglementaires limitant les accès aux seules personnes autorisées.Les portails seront fermés par une chaîne et un cadenas à chiffre.Les clôtures seront reliées entre elles par des colliers anti-effraction.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Place de l'homme de fer	Existant	Maîtrise d'ouvrage
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Chaque ouvriers devra être en mesure de présenter lacarte du BTP. Celle-ci devrade préférence être visible.	Tous les lots	Tous les lots

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Badge	Les entreprises intervenantes devront permettre l'identification du personnel par le port du badge.	Tous les lots	Tous les lots
Liste du personnel	Cahier ou classeur à jour de la liste du personnel	Tous les lots	Tous les lots

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Chaque lot utilisant des engins mécaniques de tous type, devra présenter la liste du personnel conducteur avec l'Autorisation de Conduite et une copie du CACES. Les documents de contrôle des engins devront être consultables sur site.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

La base vie est situé dans l'emprise du chantier, les cheminements de circulation base vie/poste de travail seront balisés et signalisés. Ces cheminements seront intégrés dans le PIC.

Les circulations piétonnes et véhicule devront restées propres et dégagées pendant toutes la durée destravaux.

Les voiries aux abords du chantier et le parking devront restés propres.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins à l'intérieur du chantier :chaque manœuvre sur le parking et sur les voies de circulation devra être dirigée par un homme de trafic

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	Voie d'accès aux zones de travaux.	Suivant PIC	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage
Aire de livraison	Aire de livraison pour le déchargement des fournisseurs et les camions des différents lots.	Suivant PIC	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage
Aire de stationnement	Stationnement sur les parking avoisinants.	Suivant PIC	Tous les lots	Tous les lots
Homme de manœuvre	Responsable de la réception de livraison	A l'entrée du site	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore	Chaque engin de chantier	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	Cheminements sécurisés et dégagés de tout matériel	De l'entrée piétonne jusqu'à la base vie	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement sur chantier	Chemins sécurisés et dégagés de tout matériel	Ensemble du chantier	Tous les lots	Tous les lots
Eclairage	Luminaires provisoires étanches ou éclairage type guirlande à LED	zone de circulation principale intérieure du chantier	Lot électricité	Lot électricité
Signalisation	Signalisation piétonne Point d'assemblage	Ensemble du site Au niveau de la base vie	Tous les lots	Tous les lots

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Les moyens de manutention envisagés par les entreprises seront décrits précisément dans le PPSPS en précisant notamment le matériel de manutention, les recettes et les mises en commun envisagées. La limitation des manutentions manuelles devra systématiquement être recherchée. L'utilisation de moyens mécanique selon tableau ci-dessous sera à privilégier. Il conviendra, pour les manutentions manuelles, de répartir, au plus près de l'exécution, et de manière compatible avec le maintien des circulations, l'ensemble des approvisionnements. mettre en place des moyens nécessaires pour les manutentions terminales : par exemple: transpalettes, diables, ... limiter le poids des charges par des conditionnements de faible poids pour des travaux peu importants, (sacs de ciment de 25 kg, de bouteilles oxygène, acétylène de petite capacité et sur chariot, ou tuyaux flexibles gaz de grande longueur limitant les déplacements des bouteilles...)

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Zone de déchargement conformément au PIC	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	sans objet

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

San Objet

Grue automotrice

sans objet

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Dispositions générales :

L'organisation des manutentions et des moyens de levage (qui sera abordée pendant le mois de préparation de chantier) est à la charge de chaque entreprise, mais doit être cohérente avec l'organisation et le plan d'installation du chantier. Si un engin est cité dans le tableau ci-dessus, l'entreprise utilisatrice doit en informer l'utilisation aux autres entreprises intervenantes sur le chantier afin de permettre la mise en place de procédures, notamment lorsque :

- il est inévitable de transporter des charges au-dessus des personnes (Art R4323-36),- la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation (Art R4323-37),- deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées des installations ou montées sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent (Art R4323-38).

Principaux risques relatifs aux appareils et installations de levage :

La mise en œuvre de tous ces appareils et installations génère des risques parmi lesquels peuvent être cités:- le renversement de la charge,- la retombée du chargement,- le basculement de l'appareil,- les heurts avec la charge, avec l'appareil, avec les organes mobiles, lors de la chute d'objet,- les chutes de personnes de hauteur, de plain-pied,- les risques résultant de la présence d'énergie : électrique, hydraulique, pneumatique,- l'existence d'un confort insuffisant et de mauvaises conditions de travail. Rappel : en application de l'article R4323-56 du Code du travail, pour la conduite des équipements de travail appartenant aux catégories énumérées ci-dessous, les travailleurs doivent être titulaires d'une autorisation de conduite pour :- grues à tour et grues mobiles,- grues auxiliaires de chargement de véhicules,- chariots

automoteurs de manutention à conducteur porté,- plates-formes élévatrices mobiles de personnes,- engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté. L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'entreprise, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants : a. un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail, b. un contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opération pour la conduite en sécurité de l'équipement de travailleur, c. une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

MESURES DE PRÉVENTION

Vérification des engins :

Les différents rapports de vérification, initiale puis périodique ayant établi la conformité doivent être conservés à toutes fins utiles. Stabilité des supports et solidité : Les équipements de travail et leurs éléments doivent être installés et pouvoir être utilisés de manière telle que leur stabilité soit assurée (Art. R4323-6). Étude de sols, vérifications des fondations et du montage de grues à tour par organisme agréé.

Accessoires de levage :

Les entreprises veilleront à mettre en œuvre les accessoires de levage spécifiques (palonniers, élingues, manilles, crochets, sangles, système de manutention treillis soudés, fourches à panneaux solaires, lève-palette, palonnier à ventouse, containers spécifiques,....) afin d'assurer les manutentions en toute sécurité et selon les prescriptions du fabricant. Les accessoires de levage spécifiques feront l'objet d'un examen d'adéquation, d'un examen d'état de conservation et devront être éprouvés et homologués. Les salariés devront être formés à l'élingage, et un chef de manœuvre devra prendre en charge la supervision des manutentions.

Limitations des interférences :

Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que le chargement suspendus ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes (Art R4323-30). Le dispositif devra être vérifié avant sa mise en service et après chaque modification ou intervention. Les grues pourront être équipées de caméras et de radios afin d'assurer les manutentions en toute sécurité entre le chef de manœuvre et le grutier.

Prévention des renversements :

- Dispositifs avertissant le conducteur en cas de dépassement de la charge maximale - Marquage : comme tous les équipements de travail, l'appareil de levage doit être identifié. En outre, l'appareil de levage doit comporter la charge maximale d'utilisation (CMU) indiquée en clair pour les appareils susceptibles de lever une seule charge maximale, sous forme de tableaux et de croquis pour les appareils susceptibles de lever des charges maximales d'utilisation à différentes portées. - Notice d'instruction : en complément des informations prévues pour toutes les machines, la notice doit comprendre des indications relatives aux caractéristiques techniques (tableaux de charges, valeurs des actions sur les appuis et scellements, exigences auxquelles doivent répondre les voies de roulement, définition et moyen d'installation des lestages), au contenu du carnet de suivi de la machine, aux conseils d'utilisation, aux instructions nécessaires pour effectuer l'aptitude à l'emploi lorsque la machine n'est pas montée, dans sa configuration d'utilisation, chez le constructeur)

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il conviendra, pour les manutentions manuelles, de :

- répartir, au plus près de l'exécution, et de manière compatible avec le maintien des circulations, l'ensemble de approvisionnements.- mettre en place des moyens nécessaires pour les manutentions terminales : par exemple: transpalettes, diables,...- limiter le poids des charges par des conditionnements de faible poids pour des travaux peu importants, (sacs de ciment de 25 kg, de bouteilles oxygène, acétylène de petite capacité et sur chariot, outuyaux flexibles gaz de grande longueur limitant les déplacements des bouteilles...)

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque Lot

Lot chargé de l'entretien

Chaque Lot

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux deconstruction	Sur palette au sol(plate-formestabilisée)	Suivant le PIC (zone de stockage)	Sans objet	Interdiction de superposer deux palettes
Produits chimiques, peintures, solvants...	En container ventilé et/ou sur bac de rétention	Suivant le PIC (zone de stockage)	Conformément aux prescriptions de stockage des produits concernés	Conformément aux prescriptions de stockage des produits concernés
Gaines techniques des lots climatiques Matériel des lots techniques	Stockage dans un local ou dans un conteneur	Suivant PIC (zone de stockage)	Locaux ventilés	Le stockage du matériel et des gaines de ventilation / chemins de câbles devra être prévu dans des zones qui n'entravent pas la circulation des piétons et des véhicules dans le chantier

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
--------------------	---------------------	------------------	---------------------------------	---------------------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Ensemble des postes de travail	Quotidienne	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Bennes avec tri	A définir en phase chantier et sur PIC	Autant que nécessaire	A définir	A définir

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

CHAQUE ENTREPRISE SERA CHARGÉE DE L'ÉVACUATION DE SES DÉCHETS ET GRAVATS ! Le traitement des déchets à la charge de chaque lot devra se faire conformément à la réglementation en vigueur.

Gestion des déchets : Le Maître d'Œuvre et les entreprises seront tenus de se référer à tous les textes réglementaires et recommandations en vigueur. On peut notamment citer l'article L541-14-1 du Code de l'environnement stipulant que « chaque département est couvert par un plan départemental ou interdépartemental de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics ». Lors de la préparation de chantier, les entreprises devront prévoir, conformément à la réglementation, un mode opératoire de tri et évacuation des déchets, gravats et matériaux dans des décharges classées, appropriées et agréées. Catégorie de déchets de chantier : Les déchets de chantier se répartissent réglementairement suivant ces cinq catégories :

- les Déchets Inertes (DI), - les Déchets Industriels Banals (DIB), - les Déchets Dangereux (DD), - les Déchets d'Emballages (DE),
- les Ordures Ménagères (OM).

Organisation des aires de stockage déchets sur le site : L'entreprise devra mettre en place un lieu de stockage des déchets facilement accessible pour le personnel du chantier et pour les camions chargés de l'enlèvement des bennes. L'entreprise en charge de la gestion des déchets devra prévoir les moyens mécaniques pour le déchargement des containers et des bennes, ou à défaut l'aménagement d'une rampe sécurisée pour le levage des bennes.

EN CAS DE NON RESPECT PAR LES ENTREPRISES : Mise en place de bennes sur simple demande du Maître d'Ouvrage aux frais des entreprises défaillantes.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Tous les lots

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par

enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Tous les lots

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Lots de métiers concernés (liste non exhaustive)	Lots de métiers concernés (liste non exhaustive)	Stockage vertical pour les bouteilles de gaz. Stockage dans des locaux ventilés. Moyen d'extinction à proximité de la zone ou du local. En cas de transport de matières inflammables, les véhicules seront équipés de moyens d'extinction.	Extincteur conformes. Permis feu
Bruit	Tous les lots	Tous les lots	Elimination du bruit à la source	

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier à la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment l'application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques propres encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la fin de son intervention. Les mesures de protection collectives sont systématiquement privilégiées aux protections individuelles. Elles sont définies pendant la période de préparation avec les entreprises concernées et sont évolutives suivant l'avancement du chantier. Les mesures de coordination correspondantes sont mises en place de manière à intégrer l'installation des protections collectives utilisables par tous les corps d'état jusqu'à la réalisation des protections définitives et sans s'opposer à leur mise en place. Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle doit les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier. Chaque entreprise doit, à l'issue de ses travaux, rétablir sur les lieux un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place. Ces mesures seront définies dans les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé que l'entreprise remettra avant toute intervention.

TOUTE ENTREPRISE QUI DÉPOSERA DES PROTECTIONS COLLECTIVES POUR PERMETTRE SON INTERVENTION DEVRA PRÉALABLEMENT : En demander l'autorisation au CSPS en présentant sa méthodologie de sécurisation de la zone concernée

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de litige ou de défaillance, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre décideront en concertation avec le CSPS des mesures qui seront prises. Les défaillances seront imputées à l'entreprise qui doit la prestation.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	Plusieurs armoires secondaires réparties sur l'ensemble du bâtiment	En phase travaux et à l'avancement	Lot électricité	Lot électricité

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation horizontale	Circulations dans le bâtiment	En phase travaux et à l'avancement	Lot électricité	Lot électricité
Eclairage poste de travail	Eclairage électroportatif	Dans les locaux borgnes	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Interdiction de travaux superposés et/ou coactivité directe de zone d'intervention.

Concerne notamment :

- les risques liés aux manutentions
- les chutes d'objets, matériaux ou matériels
- les heurts entre engins de chantier, le personnel à pied
- les électrocutions par contact avec des câbles ou composants électriques sous tension
- les dangers occasionnés par des manœuvres imprévues

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Tous les lots	Intervention en hauteur	Interdiction de travaux superposés	Utilisation de matériel adapté et conforme à la réglementation : ? PIRL ? échafaudage mobile (personnel habilité au montage) ? échafaudage fixe (personnel habilité au montage) ? nacelle (personnel habilité à la conduite)

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Entrée du chantier depuis le 32 rue de l'ancien sanatorium	Suivant les demandes de la ville Schirmeck	Suivant les demandes de la ville Schirmeck	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Environnement du chantier	Aux abords du Centre de réadaptation	Zone résidentielle et commerciale, circulation routière, du tram et piétonne	Mise en place d'homme trafic lors de la sortie des zones de stationnement Guidage obligatoire de toutes manœuvres sur la voie publique Tout stationnement et intervention depuis la voie publique devra être baliser, protéger et sécurisé.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Bruit dû au chantier	Ensemble du site	Présence de salariés, de patients et de visiteurs Site en activité : Personnel travaillant dans le bâtiment et dans les locaux adjacents où ont lieu les travaux.	Matériels et engins avec absorbeur de bruit à la source	Tous les intervenants	Tous les intervenants

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Ensemble du site	Site en exploitation : réseaux sous tension	Demander les plans des réseaux enterrés extérieurs et une consignation de l'ensemble des réseaux dès travaux dans l'existant.	Tous les intervenants	Tous les intervenants
Interférence avec activité du site	Centre de réadaptation	Site en activité durant les travaux. Travaux en site occupé. Circulation des salariés, des patients et des visiteurs	Mise en place de modes opératoires spécifiques pour les interventions des entreprises du fait de l'activité du site. Sécurisation des zones d'interventions.	Tous les intervenants	Tous les intervenants

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Bâtiment existant, raccordé en eau et en électricité

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Accès par le 32 rue de l'ancien sanatorium	Existant	Existant

5.2 CANTONNEMENTS

Locaux existant et mis à disposition par la Maîtrise d'ouvrage

Les prescriptions en matière d'hygiène pour ces locaux sont définies dans le Code du travail aux articles R. 4534-138 à R. 4534-145. Les installations sanitaires doivent être correctement : aérées (25 m³ d'air par heure et par occupant, aucune odeur n'est tolérée), éclairées (120 lux minimum), chauffées.

Cabinet et urinoir : Les cabinets doivent être en nombre suffisant : un cabinet et un urinoir pour vingt salariés, deux cabinets (équipés de réceptacles pour protections périodiques) pour vingt femmes, un cabinet au moins doit contenir un point d'eau.

Lavabos : Il faut un lavabo pour dix personnes.

Douches : Elles sont obligatoires dans le cas de travaux salissants. Il faut : une douche pour huit personnes devant utiliser cet équipement, une alimentation avec de l'eau à température réglable, une communication entre les douches et les vestiaires.

Réfectoires : Si les travailleurs prennent leurs repas sur le lieu de travail : Le local doit être pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant, Il dispose d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage des aliments (micro-ondes par exemple)

Il dispose d'un garde-manger destiné à protéger les aliments, et si possible d'un réfrigérateur (celui-ci pouvant faire office de garde-manger).

Salle de réunion : La salle de réunion sera utilisée par le maître d'ouvrage et l'ensemble de la Maîtrise d'œuvre pendant toute la durée de l'opération. Celle-ci servira aux réunions hebdomadaires. La salle de réunion devra comporter : des tables et des chaises en nombres suffisants par rapport à l'effectif réel sur site, des armoires verrouillables pour les échantillons et les dossiers des surfaces permettant l'affichage des plans, ainsi qu'un système permettant de les fixer (aimants par exemple) La salle de réunion devra également comporter des casques de sécurité neufs mis à disposition des visiteurs éventuels, une trousse de secours, et les affichages réglementaires avec les numéros d'appels de secours.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	1,25 m ² de surface par salarié	Base vie de l'opération	Armoires doubles, vestiaires chauffés, ventilés et éclairés, portes en nombre suffisant.	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	1,50 m ² desurface parsalarié Suite au guideCOVIDGa rantir deuxmètres dedistance entrelescompagnons,sauf si mise enplace deséparateurphysique	base vie de l'opération	Tables,chaïses, microonde, frigo,balai,poubelles,chauffage etventilation	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage
Sanitaires	1 pour 20salariés2 minimum :Hommes /Femmes	Base vie de l'opération	Raccordé surle réseau EU àproximité ousur fosseseptique Chauffé etventilééquipé de 2lave-mainsavec papier etsavon	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le nettoyage des communs de la base-vie (sanitaire, réfectoire, salle de réunion) devra être réalisé par un prestataire de service pendant toute la durée des travaux et conformément à la réglementation. Tous les frais de dégradations seront à la charge des entreprises concernées.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

sans objet

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
-------------	-------------------------------------	---------------------

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot Electricité (coffrets dedistribution)	Contrôle d'installation pour le coffretprimaireAuto contrôle pour les coffrets dedistribution

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Numéro d'appel d'urgence européen- 112SAMU (service d'aide médical urgent)- 15Police secours- 17Sapeurs pompiers- 18Numéro d'urgence pour les personnes sourdes et malentendantes.- 114Centre anti-poison- 0 825 812 822

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque chef de chantier ou responsable sur site sera muni d'un téléphone portable de société	sans objet	sans objet	Téléphone portable professionnel pour chaque responsable d'entreprise
Accès secours	Accès principal du chantier		Par le 32 rue de l'ancien sanatorium	Tous les intervenants
Point de rencontre	Suivant le PIC	Sans objet	Signalisation piétonne	Maitrise d'ouvrage
Secouriste	Secouriste de chaque entreprise	sans objet	Pictogramme réglementaire sur le casque	Chaque entreprise
Trousse de secours	Dans le véhicule de chaque entreprise Une trousse à disposition dans le bureau de sécurité	A disposition du secouriste de l'entreprise	Suivant le PIC	Chaque entreprise
Extincteur cantonnement	Mise en place d'extincteurs adaptés dans les différents locaux de la base vie.	Extincteur positionné de manière visible dans les locaux	/	Maitrise d'ouvrage

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les PPSPS seront envoyés au CSPS réalisation par courriel (MAIL) uniquement. Les entreprises devront prendre contact avec le CSPS pour fixer un rendez-vous sur place au minimum 2 semaines avant le début de leur intervention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Le travail isolé et seul sur le chantier est strictement interdit.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Attention : Les inspections Communes devront être organisées à l'avance, soit à minima 10 jours avant la venue de l'entreprise sur le site pour toute prestation de travaux (Titulaires et Sous-traitants). Y compris pour des phases de livraisons de matériaux et matériels. Le PPSPS devra être remis après avoir réalisé l'Inspection Commune et avant toute intervention. Le PPSPS devra être rédigé en langue Française pour la diffusion aux organismes professionnels de la prévention (CARSAT, DIRECCTE (Inspection du Travail) et l'OPPBTP), ainsi que pour le Coordonnateur SPS. Il existera une version originale dans la langue du pays d'origine pour l'entreprise, à disposition sur le chantier pour le personnel.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

Remplacement chaudière centre réadaptation

32 Rue de l'Ancien Sanatorium
67130 SCHIRMECK

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: SCHIRMECK
RUE :32 Rue de l'Ancien Sanatorium

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 03.88.78.45.81 .